

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE DU - 5 FEV. 2025
ENCADRANT LE CURAGE DE LA RETENUE D'EAU DE LA POUDRERIE
EXPLOITÉE PAR LA SOCIÉTÉ NOBELSPORT À PONT-DE- BUIS-LÈS-QUIMERC'H

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre 1er, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V et ses articles L. 211-1, L. 214-17, L. 214-18, R. 181-46 à R. 181-49 et R. 122 et ses annexes ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

VU l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation;

VU l'arrêté du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1er du livre V du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU le guide du Ministère en charge de l'environnement relatif à la surveillance des eaux souterraines, version 3 de décembre 2022 ;

VU les arrêtés préfectoraux en date des 25 juillet 2003, 5 février 2007, 24 novembre 2009, 25 janvier 2010, 30 décembre 2010, 20 septembre 2012, 13 avril 2021, 27 avril 2021 antérieurement délivrés à NOBELSPORT pour l'exploitation de l'établissement de fabrication de poudres implanté sur le territoire de la commune de Pont-De-Buis-Lès-Quimerc'h ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2022-41-A du 25 novembre 2022 qui encadre les installations modifiées de l'établissement de fabrication de poudres que la société NOBELSPORT exploite sur le territoire de la commune de Pont-De-Buis-Lès-Quimerc'h en particulier l'article 3.1.4 relatif à l'entretien de la retenue d'eau en amont du barrage édifié sur la rivière Douffine ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2024-22-A du 10 septembre 2024 qui encadre les installations modifiées de l'établissement de fabrication de poudres que la société NOBELSPORT exploite sur le territoire de la commune de Pont-De-Buis-Lès-Quimerc'h ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° du 26 février 2024 relatif à l'encadrement des travaux d'aménagement du barrage pour assurer la continuité écologique de la rivière Douffine ;

VU l'étude de dangers du 02 février 2024 version G ;

VU le dossier de porter à connaissance du 3 octobre 2024, adressé par la société NOBELSPORT à monsieur le Préfet du Finistère à l'effet de l'informer du projet des travaux de dragage de la retenue d'eau formée en amont du barrage construit sur la rivière Douffine;

VU le rapport et les propositions en date du 13 janvier 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

VU l'information des membres du CoDERST en date du 23 janvier 2025 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant le 24 janvier 2025 ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant signifiée par un courriel en date du 27 janvier 2025 ;

CONSIDÉRANT que la société NOBELSPORT exploite un établissement de fabrication de poudres sur la commune de Pont-De-Buis-Lès-Quimerc'h ;

CONSIDÉRANT que cet établissement est une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) au titre notamment des produits pyrotechniques présents sur le site et dont les dangers et les risques classent l'établissement sous le statut SEVESO seuil haut au titre de la directive 2012/18/UE concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, appelée directive SEVESO 3;

CONSIDÉRANT que les installations et activités de l'établissement faisant l'objet d'un projet de travaux sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 novembre 2022 susvisé et bénéficient des règles de procédures de l'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que le porter à connaissance susvisé est déposé en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement et qu'il est instruit selon les modalités de cet article ;

CONSIDÉRANT que le site industriel est traversé par la rivière Douffine sur laquelle est construit un barrage depuis 1886 ;

CONSIDÉRANT que ce barrage forme en amont une retenue d'eau d'un volume d'environ 25 000 m³ qui s'étend sur 1,8 hectares de parcelles au sein du périmètre de l'ICPE;

CONSIDÉRANT que la Société NOBELSPORT est propriétaire de ces parcelles et qu'elle exploite la retenue d'eau formée en amont du barrage édifié sur la Douffine ;

CONSIDÉRANT que les procédés industriels mis en œuvre dans l'établissement nécessitent une alimentation régulière en eau pour assurer notamment le transport, la manipulation et la fabrication de poudres en sécurité ;

CONSIDÉRANT que la société NOBELSPORT est autorisée par arrêté préfectoral à prélever au droit du barrage et sous certaines conditions, un volume journalier maximal de 3500 m³ d'eau dans la rivière pour assurer la sécurité du stockage, de la fabrication et du transport des produits pyrotechniques;

CONSIDÉRANT par ailleurs que la retenue d'eau formée en amont du barrage constitue une réserve d'eau pour la sécurité du site de NOBELSPORT notamment la lutte contre l'incendie puisqu'elle alimente la centaine de poteaux incendie implantés sur le site ;

CONSIDÉRANT l'enjeu de sécurité que la retenue d'eau représente pour le site et son environnement ;

CONSIDÉRANT que la retenue d'eau a de ce fait le statut d'une mesure de maîtrise des risques identifiée dans l'étude de danger en vigueur susvisée et qu'elle participe aux objectifs de prévention et de réduction des accidents majeurs répondant aux exigences fixées à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 ;

CONSIDÉRANT par ailleurs que la retenue d'eau connaît un phénomène d'envasement progressif ;

CONSIDÉRANT que cet envasement est à l'origine de la formation de 3 îlots végétalisés;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de restaurer le volume d'eau requis dans la retenue d'eau pour assurer la sécurité du site ;

CONSIDÉRANT que l'entretien périodique de la retenue d'eau a été prescrit à l'exploitant, notamment par les dispositions de l'article 3.1.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 novembre 2022, afin qu'il soit en mesure de garantir la disponibilité d'un volume d'eau suffisant pour assurer la sécurité du site ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant entreprend une campagne de dragage de la retenue d'eau dont les travaux sont décrits dans le dossier de porter à connaissance susvisé ;

CONSIDÉRANT que ces travaux ont fait l'objet d'une campagne bathymétrique préliminaire, décrite dans le dossier susvisé, qui a évalué le volume de sédiments à curer à 27000 m³, soit 7950 tonnes ;

CONSIDÉRANT que les sédiments ont été caractérisés sur la base de l'analyse de leurs propriétés physiques, leur granulométrie, leur degré de contamination aux polluants minéraux et/ou organiques, leur indice de qualité, leur degré de lixiviation et leur écotoxicité;

CONSIDÉRANT que l'ensemble des résultats des analyses figurant dans le dossier permet de conclure que les sédiments sont considérés comme des substances non dangereuses;

CONSIDÉRANT qu'ils peuvent dès lors être valorisés dans le périmètre de l'ICPE pour réaménager deux terrains en dévers situés dans la partie Nord-Ouest de l'établissement sur une surface totale de 15500 m² ;

CONSIDÉRANT que l'opération de valorisation fait l'objet d'un plan de gestion et nécessite l'élaboration d'un bilan après sa réalisation;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a choisi la méthode de dragage par aspiration hydraulique pour curer la retenue d'eau ;

CONSIDÉRANT que cette méthode consiste à aspirer les sédiments en les mélangeant avec de l'eau par une drague stationnaire puis à diriger le mélange par une conduite vers les terrains où sont positionnés des tubes en membrane géotextiles, dits géotubes, dans lesquels les sédiments mouillés sont injectés ;

CONSIDÉRANT que les géotubes sont micro-perforés et vont essorer le mélange ;

CONSIDÉRANT que les particules solides restent dans les géotubes et que l'eau collectée est ensuite renvoyée gravitairement par une conduite dans la retenue d'eau où elle a été prélevée ;

CONSIDÉRANT qu'en fin de séchage, les géotubes sont maintenus en place et en l'état et qu'ils sont recouverts d'une épaisseur de terre végétale pour que les terrains re-végétalisés deviennent des prairies fauchées;

CONSIDÉRANT que le dragage par aspiration hydraulique n'implique pas de vidanger la retenue d'eau ;

CONSIDÉRANT par conséquent que la réserve d'eau est conservée et l'alimentation en eau du site est assurée pendant l'opération de dragage ;

CONSIDÉRANT que cette méthode permet donc à la fois d'assurer la sécurité du site et de limiter l'impact environnemental, notamment pour les organismes vivants dans la retenue d'eau ;

CONSIDÉRANT toutefois que ces travaux nécessitent d'être encadrés de telle manière qu'ils n'engendrent pas de risques pour les installations ni leur environnement ;

CONSIDÉRANT que le dragage peut engendrer une turbidité de l'eau ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient à l'exploitant de surveiller cette turbidité et de protéger la prise d'eau du site pour assurer l'alimentation en eau du site en toutes circonstances ;

CONSIDÉRANT que l'eau issue de l'essorage des sédiments extraits est redirigée dans le milieu naturel ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient à l'exploitant de procéder à la surveillance des eaux rejetées de manière à respecter les dispositions réglementaires en matière de qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel et de débit admissible par le milieu naturel ;

CONSIDÉRANT le caractère très peu perméable des géotubes une fois remplis, il appartient à l'exploitant de gérer le ruissellement des eaux pluviales ;

CONSIDÉRANT que la qualité des eaux souterraines nécessite d'être surveillée à des fréquences qui peuvent être modulées dans le temps selon les résultats des analyses ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a réalisé un inventaire des espèces animales et végétales en présence dans les sédiments et les îlots sans identifier d'espèces protégées figurant sur les listes nationale et régionale ;

CONSIDÉRANT néanmoins que l'exploitant s'engage à recréer sur un terrain plus en amont au bord de la rivière l'équivalent qualitatif et quantitatif des espèces végétales recensées dans l'inventaire susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant présente dans son dossier un programme d'entretien régulier de la retenue d'eau après le dragage ;

CONSIDÉRANT que l'efficacité de ce programme d'entretien nécessite une surveillance de la bathymétrie de la retenue d'eau ;

CONSIDÉRANT que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT les engagements pris par l'exploitant dans son dossier et lors de l'instruction en vue de respecter les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT que les travaux nécessitent cependant d'être encadrés de manière à protéger les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés aux articles L.511-1 et L.211-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique ;

CONSIDÉRANT que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration, et font l'objet d'annexes spécifiques ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère :

A R R Ê T E

Article 1 – Exploitant titulaire de l'autorisation

La société NOBELSPORT (n°AIOT 0005501351) en sa qualité d'exploitant des installations classées situées sur le territoire de la commune Pont-De-Buis-Lès-Quimerc'h, route du Beuzit, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Article 2 – Travaux

Les travaux, objet du présent arrêté, sont réalisés conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents documents du dossier de porter à connaissance du 3 octobre 2024 susvisé.

Article 3 – Prélèvement en eau

Pendant la durée des travaux de dragage, l'installation de prélèvement en eau dans la Douffine, située au niveau du barrage au droit du site, est protégée contre les risques de colmatage, notamment ceux liés à la turbidité de l'eau.

L'exploitant procède à la surveillance continue de la turbidité de l'eau. Il évalue les effets sur les installations (procédé et pomperie incendie) et met en œuvre les mesures préventives correspondantes.

Article 4 – Rejet en eau

Pendant la durée des travaux de dragage, l'exploitant équipe la canalisation de rejet de l'eau issue de l'essorage des sédiments d'un dispositif qui permet de :

- réguler le débit du rejet dans la retenue d'eau pour qu'il soit admissible par le milieu naturel
- surveiller la qualité de l'eau rejetée
- interrompre le rejet en cas de détection d'anomalie

Ces eaux respectent les conditions de rejet dans le milieu naturel conformément aux dispositions de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé, notamment ses articles 31 et 32.1.

L'exploitant utilise un flocculant non dangereux pour l'environnement pour agréger les particules fines dans les géotubes. Il prévient les risques de déversement accidentel du flocculant dans le milieu naturel en stockant les produits sur rétention.

Article 5 – Drainage des sols

Avant le démarrage des travaux de dragage, l'exploitant met en place un dispositif de drainage des sols en périphérie des géotubes afin d'évacuer et favoriser l'infiltration des eaux pluviales dans le sol.

Article 6 – Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant met en place un réseau supplémentaire de piézomètres en périphérie des géotubes sur chaque terrain constitué au minimum de 2 piézomètres situés respectivement en amont et en aval hydraulique de chaque terrain. Il réalise des mesures avant travaux afin d'avoir un état initial. Puis, à l'issue des travaux de dragage, il réalise une surveillance des eaux souterraines à une fréquence semestrielle les trois premières années, en périodes de hautes eaux et basses eaux selon les dispositions du guide de surveillance de la qualité des eaux souterraines, Version 3, de décembre 2022 du Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires.

Article 7 – Bilan

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans les 3 mois qui suivent la fin des travaux de dragage, un bilan qui recense notamment les volumes de sédiments extraits, leurs caractéristiques et leur valorisation et présente un plan topographique.

Article 8 – Habitats terrestres

Sur la base de l'inventaire figurant dans le dossier de porter à connaissance du 3 octobre 2024 susvisé, l'exploitant recrée sur un terrain situé plus en amont au bord de la rivière Douffine l'équivalent quantitatif et qualitatif des espèces végétales présentes sur les îlots de la retenue d'eau.

Article 9 – Suivi bathymétrique

À l'issue des travaux de dragage de la retenue d'eau, l'exploitant procède à des mesures bathymétriques régulières dans la retenue d'eau, a minima une fois tous les 5 ans pour mesurer l'efficacité de son programme d'entretien régulier et assurer la disponibilité du volume d'eau requis.

Article 10 – Information des tiers

Conformément à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département Finistère pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 11 – Recours

Conformément à l'article R.181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative :

- 1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

L'arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement)".

Article 12 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur de l'agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le directeur de la société NOBELSPORT sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet,
Le secrétaire général,



François DRAPÉ

Destinataires :

Sous-préfecture de Chateaulin,
Mairie de Pont-De-Buis-Les-Quimerç'h,
M. le chef de l'UD 29 de la DREAL,
M. le directeur de la société Nobelsport.